

# bulletin hebdo



## La droite se concerte avec la droite

Par Sergio Ferrari

**Managua, 21 septembre (ANN).** C'est dans l'auditorium à moitié vide du centre Olof Palme que la concertation a commencé le 20 septembre à l'appel du gouvernement et en l'absence des principaux partenaires sociaux, les travailleurs. Les bonnes intentions proclamées dans les discours d'ouverture de Violeta Chamorro et son ministre de la présidence Antonio Lacayo ont été bousculées par les faits.

Un objectif ambitieux : un plan de stabilisation qui recevrait l'aval de la société et du FMI; une politique originale : faire de la concertation "un mécanisme permanent et un nouveau style de gouvernement"; une dimension nationale qui rende incontestable les mesures, "douloureuses" pour les secteurs populaires, mais prises dans l'intérêt de la patrie. C'est ainsi que le gouvernement a présenté son propos à un auditoire acquis d'avance, composé d'une vingtaine d'organisations patronales regroupées dans le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et de quatre organisations syndicales pro-gouvernementales dont la représentativité est inversement proportionnelle au déploiement de militants invités pour faire nombre.

### LES GRANDS ABSENTS

A quelle concertation se prêter avec un gouvernement qui n'a respecté aucun des engagements précédemment pris

avec les travailleurs et qui vient de déclarer la veille par la bouche d'A. Lacayo que "concertation ou non, les mesures seront prises"? Pour le Front national des travailleurs (FNT) et ses 300 000 syndiqués, pour l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) qui regroupe 125 000 producteurs privés et membres des coopératives, pour la Confédération nationale de la petite industrie (CONAPI), impossible de "participer à cette farce". D'avance, l'absence de tous les secteurs productifs liés au sandinisme ôte toute représentativité les décisions prises.

De l'association des quincaillers à celle

des vendeurs ambulants, en passant par la grande entreprise privée et les syndicats patronaux, l'unanimité régnait pour rejeter en bloc l'oeuvre du gouvernement précédent. Les radios et la télévision n'ont pas épargné au public une seule parole de la longue litanie de critiques contre le FSLN qui composait le plus clair des 25 interventions de la journée.

### RECONCILIER LA NATION OU LA FAMILLE ?

Le pacte anti-sandiniste scellé ce 20 septembre s'est donc substitué au nécessaire dialogue entre tous les secteurs

### SOMMAIRE

La concertation vue par les patrons

Pas de terre pour les paladins

Reconversion

Semer des fleurs au lieu du riz ?

Une semaine de tensions sociales

Le FNT appelle à la désobéissance civile

La face cachée de la lune

On veut nous laver le cerveau à l'eau bénite

Fin du congrès de la Jeunesse sandiniste

Le sandinisme doit être rénové

L'université, un enjeu

Comment les nicaraguayens voient leur gouvernement

Les choses du passé

Panama: la vérité

El Salvador: l'Eglise et la négociation

Enquête sur la mort des jésuites

40P 11481

BDIC



et que tous réclament, éloignant d'autant plus la principale force d'opposition. La revanche politique l'emporte aujourd'hui et avec elle, le danger d'explosion sociale. L'accord national annoncé à grand renfort de publicité a fait place à une succession de vieille recettes politiques, sans proposition de solutions nouvelles. Si une réconciliation s'est bel et bien profilée, c'est celle des divers secteurs politiques et patronaux qui, après les élections, avaient commencé à s'entre-déchirer. Les orateurs ont appelé à la paix entre les conseillers de la présidente et le clan du vice-président Virgilio Godoy, appuyé par le COSEP.

Dans son discours de clôture de la journée, le ministre des Finances, Emilio Pereira n'a pu passer sous silence les deux ombres au tableau : "Peu d'intervenants ont indiqué comment combattre l'hyper-inflation", qui était le premier thème à l'ordre du jour. D'autre part "personne n'a laissé entendre qu'il était disposé à céder du terrain pour parvenir à une authentique concertation et aucun secteur n'a indiqué les concessions auxquelles il était prêt pour arriver à un accord national".

Si la concertation se limite à une union sacrée antisandiniste, elle n'a guère d'avenir. Pendant ce temps, le peuple nicaraguayen attend des solutions au chômage massif, à la faim et à la mortalité galopante.

#### LES ABSENTS ETAIENT DANS LA RUE

"Nos enfants ont faim, nous voulons travailler", proclamait l'immense banderole déployée par les manifestants à quelques dizaines de mètres du centre Olof Palme où le gouvernement, l'entreprise privée et les syndicats patronaux statuaient sur leur sort. Des milliers de travailleurs avaient répondu à l'appel du FNT à "se mobiliser pour rejeter le show publicitaire". Le climat s'est échauffé lorsque des manifestants excédés, probablement mêlés de provocateurs, ont rompu le cordon de policiers pour s'approcher du bâtiment. La police a riposté fermement pour empêcher les manifestants de s'approcher plus avant. Quelques véhicules du corps diplomatique ont fait les frais de l'échauffourée et une journaliste de la télévision a été prise à partie par certains, malgré les tentatives des dirigeants syndicaux pour rétablir le calme. Un garde du corps du maire somoziste de Managua, Arnoldo Alemán, a tiré sur la foule, sans atteindre personne. Le dirigeant de la Centrale sandiniste des travailleurs, Damaso Vargas, a été arrêté dans le cadre de l'enquête sur les dommages causés aux véhicules. Après avoir été relâché, il a déclaré que le gouvernement était responsable de ce qui s'était passé à cause de sa politique anti-populaire.

#### LA CONCERTATION VUE PAR LES PATRONS

Par Sergio Ferrari

**Managua 11 septembre (ANN). La viabilité de la concertation est aujourd'hui au centre des préoccupations et alimente les spéculations. La première question est de savoir qui va y participer, la seconde quel sera son contenu, ses objectifs et les règles du jeu. Par ailleurs chaque secteur met des limites à ce qui est négociable.**

"J'ai toujours dit que le problème du Nicaragua est politique et je maintiens ma thèse. Je veux dire qu'il faut les bases d'un consensus politique pour que le pays puisse se développer" explique Ramiro Gurdíán, président de l'Union des producteurs du Nicaragua (UPANIC) et vice-président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP). La logique est claire: si la concertation est politique, son point de départ doit être nécessairement "le plan de gouvernement de l'UNO" et son objectif est de parvenir à un accord "sur la façon de l'appliquer". "Ce doit être le cadre de référence", dit-il. Cette position est plus fermée que celle d'autres secteurs, y compris de certains représentants du gouvernement, et laisse présager des difficultés dans le dialogue national si elle n'est pas assouplie.

*Sergio Ferrari: Votre conception de la concertation implique-t-elle un accord avec les sandinistes?*

Ramiro Gurdíán: Le FSLN a tenté de concerter. Mais il rencontrait séparément les partis, les travailleurs, le secteur privé, la Résistance. Il n'a jamais voulu concerter avec tous les secteurs de la société. Il est vrai que le FSLN est un parti important qui a ses propres problèmes, mais pour moi le point de départ de la concertation doit être le programme de gouvernement de l'UNO.

La conception du FSLN, selon ce que je comprends des déclarations de Daniel Ortega, est qu'il a son propre plan, que le gouvernement a le sien et que des deux on doit tirer un troisième. Mais cela ne doit pas se passer comme ça. Le peuple a voté pour un programme de gouvernement et Violeta Chamorro doit l'appliquer.

*SF: Je ne comprends pas bien la façon de combattre l'inflation. Qu'en pensez-vous?*

RG: J'estime qu'on n'obtiendrait aucun résultat de cette façon. Je crois qu'il faudrait dire une bonne fois pour toutes au FSLN: C'est ça le cadre, et je me réfère au programme de gouvernement de l'UNO, que le peuple a choisi et que les sandinistes doivent accepter. Nous appuyons à cent pour cent ce programme, mais les sandinistes non. Comment peut-on arriver à une concertation si on n'est pas d'accord sur le cadre général de la nation?

*SF: La concertation implique des concessions. Qu'est-ce que chacun doit concéder?*



RG: Je pense que l'UNO ne doit absolument pas reculer et elle commettrait une grave erreur si elle le faisait. Il faut convaincre le FSLN que son programme est le meilleur pour le Nicaragua. On ne peut négocier le plan; peut-être peut-on négocier les façons de l'appliquer.

### CONCERTE LE VENTRE VIDE?

La présidente Violeta Chamorro a annoncé lors des fêtes de l'Indépendance que la concertation commencerait le 20 septembre entre les travailleurs, les producteurs, le patronat et les représentants du gouvernement. Cependant le FNT a réaffirmé sa position: il n'ira pas à la concertation si le gouvernement n'applique pas les accords passés après la grève de juillet. De son côté, le FSLN avait rendu public le 13 septembre un message dans lequel il lançait un appel à créer un climat "favorable à la concertation", mais constatait que "les conditions minimum n'existent pas". Il y exigeait que le gouvernement respecte les accords passés avec les travailleurs et le droit à la terre et aux biens acquis grâce à la Révolution. Le communiqué se terminait par un appel énergique "aux travailleurs et à tout le peuple à demeurer actifs et combattifs et à lutter pour leurs droits par les moyens légitimes dont ils disposent. C'est la lutte populaire qui a obligé le gouvernement à s'orienter vers la concertation et ce sera par la lutte populaire que la concertation pourra aboutir".

### PAS DE TERRE POUR LES PALADINS

Managua, 14 septembre (ANN). Pendant que le conflit s'envenime entre les anciens chefs contras, Franklin et Ruben, les 20 000 démobilisés et leurs familles attendent toujours une réponse du gouvernement. Où en sont aujourd'hui les promesses de pôles de développement super-équipés, d'attribution de terres et d'aide internationale faites en mai aux "paladins de la liberté", comme les appelait la droite lorsqu'elle avait encore besoin d'eux? Lassés d'attendre, certains groupes se sont lancés depuis juillet dans des occupations illégales de terres, répandant un climat d'insécurité qui, dans certaines régions, devient explosif.

"La situation des démobilisés est dramatique. Ils n'ont pas de toit, ils manquent de vêtements et d'assistance médicale", déclare Franklin, basé à El Almendro, dans le sud-est du pays, avec plusieurs milliers de ses hommes. Depuis leur désarmement, ils n'ont reçu que leur nourriture, un peu de matériel agricole et, début septembre, les

50 cordobas-or remis à chacun par la Commission internationale d'appui et de vérification (CIAV). Le gouvernement n'a donné "ni semences, ni outillage, ni médicaments". Selon Franklin, seulement 9 des 30 millions de dollars de l'aide étatsunienne destinée à la démobilisation reviendra aux intéressés, le reste "va aux bureaucrates des commissions internationales de l'OEA et de l'ONU qui se cherchent des bureaux confortables avec l'air conditionné".

A Rio Blanco, au coeur du pays, même scénario: quelques 5 000 contras désarmés s'occupent en dépensant leur 50 cordobas-or, qualifiés d'aumône, en alcool et vêtements. Ils savent que s'ils ne peuvent semer d'ici la fin de l'hiver, en décembre, ce sera la catastrophe. Franklin, qui a fait la tournée de ses troupes carnet en main pour recueillir leurs plaintes et suggestions, persiste à réclamer 37 hectares de terre par homme, 750 000 hectares au total. L'Association des travailleurs agricoles (ATC) et l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), vers lesquelles certains contras se tournent aujourd'hui pour être défendus, ont lancé de nombreux appels au gouvernement pour qu'il tienne ses promesses avant que la pression sur la terre ne transforme la campagne en champ de bataille.

La situation se tend chaque jour davantage. Dans les régions V et VI, les occupations ou tentatives de prises violentes de coopératives et d'exploitations de l'Etat se sont multipliées. Souvent, ces agressions sont encouragées et aidées par des extrémistes de l'UNO, comme cela a été le cas à Palacaguina, dans la région VI, où le délégué de l'Institut national de la réforme agraire (INRA) a incité à l'assaut d'une coopérative, le 5 septembre dernier, avec l'argument qu'il s'agissait de terres de l'Etat. Résultat: un mort et six blessés. Le même jour, vers Juigalpa, dans la région V, une cinquantaine d'anciens contras mêlés à des militants de l'UNO ont voulu déloger de force les paysans d'une exploitation restituée à son ancien propriétaire. A Muy Muy et Matiguas, dans la région VI, les conflits sont devenus si nombreux et violents (quatre victimes, tous sandinistes pour la seule région de Matiguas) que le ministre de la Réforme agraire, Gustavo Tablada, a dû se déplacer pour tenter de calmer les esprits des anciens contras, qui ont déclaré agir sur ordres de Ruben. Des réunions ont eu lieu entre des représentants du gouvernement, des autorités locales, des démobilisés, de l'ATC, de l'UNAG, du FSLN et un accord a été passé qui prévoyait la restitution des exploitations occupées et la création d'une banque de terres pour répondre aux besoins. Mais ce début de concertation est resté sans effet; le conflit s'est aggravé et l'ATC a décidé le 13 septembre d'organiser des occupations d'exploitations privées, en manière de riposte.

Les propos du ministre de la présidence Antonio Lacayo, de retour des Etats-Unis, contredisent sérieusement les déclarations rassurantes faites aux anciens contras par G. Tablada selon lesquelles ils sont "la priorité principale du



gouvernement". A. Lacayo a averti qu'il serait impossible d'attribuer les terres demandées et a avancé le chiffre de 9 hectares par homme, alors que l'ensemble des organisations paysannes s'accordent à dire qu'il y a suffisamment de terres pour tous dans le pays. Le ministre a durci le ton contre les occupations illégales et a exprimé sa confiance dans les commissions gouvernement-contras, jetées en pâture pour faire patienter les démobilisés. Mais selon lui, des problèmes pourraient naître des rivalités entre certains groupes au sein de la Résistance.

Des dissensions se sont en effet exprimées ces derniers jours entre les deux principaux leaders contras, *Ruben* et *Franklin*. L'élection en juillet dernier de *Ruben* à la tête de l'Organisation Civique Résistance, qui regroupe les forces de la contra et prétend devenir leur parti politique, a été contestée par *Franklin*, nommé secrétaire. *Franklin* suggère que *Ruben* n'agit que par ambition personnelle, "pour se faire une place", alors que lui-même ne se préoccupe que de l'intérêt des démobilisés. *Ruben*, pour sa part, accuse *Franklin* d'être à la solde des sandinistes et du gouvernement. *Franklin*, aux côtés de ses troupes, prône la concertation, juge "très positives" les interventions d'Humberto Ortega, salue le FSLN comme "un des secteurs les plus responsables et désireux de résoudre les problèmes" et multiplie ses contacts avec les membres du gouvernement. *Ruben*, installé avec son état-major à Managua, semble s'être rapproché au cours de ces dernières semaines des secteurs extrémistes de la droite, avec le soutien d'Aristides Sánchez, un autre ancien membre de la direction de la contra lié à la CIA. Il s'est écarté du groupe Lacayo, qu'il accuse de vouloir diviser la Résistance. Il a révélé, en manière de menace, que l'ancien chef contra *El Tigrillo* avait "repris la montagne" avec 700 hommes, laissant planer le doute sur ses intentions. Il accuse de plus G. Tablada et R. Ferrey, responsable de l'Institut des rapatriés, de détourner à leur profit l'aide étatsunienne. Mais, le 12 septembre, brusquement soucieux de regagner du terrain comme interlocuteur du gouvernement et représentant des démobilisés, il a rendu public un document par lequel il reprend les revendications des démobilisés en matière de terres, de crédit et d'assistance. Cherchant à court-circuiter les négociations qui se mènent entre *Franklin* et le gouvernement dans les régions V et VI, il a demandé la formation d'une commission interministérielle pour résoudre les problèmes des démobilisés.

Le panorama est trouble. Pendant que le gouvernement clame sa bonne volonté et son manque de moyens, les secteurs extrémistes poussent à la tension dans les campagnes. Il pourrait s'agir d'une stratégie gouvernementale consistant à utiliser les besoins d'un secteur de la population, les anciens contras aujourd'hui frustrés, sans terres et sans ressources, contre un autre secteur aux intérêts identiques, les paysans du secteur coopératif et nationalisé. Par ailleurs, de nombreux anciens contras ont été recrutés dans la Fonction publique, entre autres pour remplacer des travailleurs licenciés, et d'autres s'in-

tègrent à la police nationale, ce qui pourrait rapidement provoquer de fortes tensions dans ces secteurs.

Cette stratégie, plus proche du cannibalisme social que de la réconciliation tellement prônée, alimenterait une instabilité explosive, qui pourrait se retourner en premier lieu contre ses instigateurs.

#### ANNEXE

Selon des statistiques rendues publique par l'organisation de la "Résistance", des 19 720 démobilisés recensés par la CIAV, 85 % appartiennent à la Résistance (16 838 personnes). 60 % d'entre eux ont moins de 25 ans et 54 % sont célibataires. 90 % sont analphabètes ou semi-analphabètes. Seulement un quart d'entre eux étaient propriétaires d'une terre avant de s'engager. 83 % sont d'origine rurale et souhaitent revenir à la terre. La région VI a fourni 40 % des troupes de la contra, la région V 18 % et la région I 13 %. Les familles des démobilisés représentent 44 165 personnes dont plus de la moitié à moins de 16 ans. 50 % des enfants ont moins de 5 ans. 2 000 personnes sont infirmes de guerre. La population totale en attente d'une solution est de 61 003 personnes.

#### RECONVERSION

Managua, septembre (ANN/Aportes). On se souvient que les contras, au cours de leur démobilisation, ont rendu aux forces de paix de l'ONU des armes dont un grand nombre était inutilisable. Celles qui sont en état de marche, selon les rapports des services secrets costariciens, terminent en partie en Colombie, vendue par un groupe de contra aux trafiquants de drogue.

Humberto Ortega, chef des Forces armées nicaraguayennes, estime qu'il s'agit "de résidus en décomposition d'un mouvement qui a été fort mais qui maintenant se consacre au banditisme, au vol de bétail et à la contrebande (...) On a détruit plus de 15 000 fusils, mais les contras en ont sûrement d'autres". Pour lui, il n'y a pas de doute que les contras, qui ont des problèmes financiers, vendent à tous ceux qui peuvent payer.

Ces armes, AK-47, lance-missiles RPG-7, grenades et mines offertes par le gouvernement des Etats-Unis, sortent du Nicaragua par le département de Rio San Juan, qui longe la frontière avec le Costa Rica. D'autres proviennent du territoire costaricien où les Forces démocratiques nicaraguayennes (FDN) de Pedro Joaquín Cha-



morro fils et l'Alliance révolutionnaire démocratique (ARDE) d'Eden Pastora les ont enterrées avant de se dissoudre. Fin juillet, la Garde rurale costaricienne a trouvé dans une caisse métallique six mitrailleuses et une grande quantité de munitions près de la frontière. Découverte devenue routinière depuis cinq ans.

Selon les services secrets costariciens, les armes sont transportées en Colombie par de petits avions qui empruntent les mêmes pistes d'atterrissage et les mêmes itinéraires clandestins que ceux utilisés pour le trafic de drogue. Ce circuit a été mis en place au milieu des années 80, quand la CIA et le colonel Oliver North, du Conseil national de sécurité, ont monté un réseau d'approvisionnement de la contra financé par la vente de la cocaïne colombienne.

La présence et les trafics des anciens mercenaires pose un problème au Costa Rica. A peine un mois après la fin de leur démobilisation, on a enregistré une augmentation alarmante des délits dans lesquels sont mêlés d'anciens contras, qui sont également à l'origine d'attentats à San José. Parallèlement, la circulation de cocaïne et de marijuana s'est accrue, particulièrement dans la capitale et dans le port atlantique de Limon, un des points de passage des "courriers de la drogue" au service du cartel de Cali. Une reconversion finalement logique.

### SEMER DES FLEURS AU LIEU DU RIZ ?

Par Ricardo Gutiérrez

**Managua, 22 septembre (ANN/Revista del campo).** C'est la question que se posait un des producteurs de grains de base, réunis pour entendre les dernières décisions du ministre de l'Agriculture, Roberto Rondón. "Notre propos est de stimuler les cultures non traditionnelles", a déclaré le ministre, vraisemblablement inspiré par le modèle costaricain. Le gouvernement ne veut plus subventionner les cultures de riz, maïs et haricots, qui alimentent les paysans et tout le pays, car il paraît qu'il revient moins cher de les importer.

La sécheresse semble aider au lancement de ce nouveau modèle. Les producteurs de grains de base, pour la plupart des petits agriculteurs, ont perdu la moitié de leur récolte mais devront néanmoins payer leurs crédits aux intérêts élevés. Beaucoup craignent de se voir retirer leur lopin de terre ou de se retrouver sans possibilité d'accès à de nouveaux prêts.

Selon le Directeur de la Banque centrale, Francisco Mayorga, la dette sera restructurée en accordant un délai d'un an aux paysans qui ont souffert des "dommages sévères" -sans précision- et de plusieurs années avec des taux d'intérêt préférentiels pour les cas "réellement graves".

Mais selon l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) ces mesures ne suffiront pas à soutenir un secteur qui connaît des graves problèmes de rentabilité. Actuellement, selon l'UNAG, les coûts de production des grains de base sont nettement supérieurs à leurs prix de vente. L'Etat achètera 10 dollars le quintal de maïs dont la production coûte 13 dollars; le quintal de haricots rouges qui revient à 30 dollars n'en rapportera que 22. "Ces conditions sont complètement dissuasives", conclut le dirigeant paysan. Est-ce l'effet attendu pour pouvoir sonner le glas des cultures d'auto-subsistance?

### UNE SEMAINE DE TENSION SOCIALE

**Managua, 22 septembre (ANN).** Pendant que le gouvernement concerte avec le patronat la privatisation accélérée de la société, le gel des salaires et le licenciement de 20 000 travailleurs, comme l'a énoncé clairement le ministre de l'Economie, Silvio de Franco le 21 septembre, le climat social se tend.

La situation est particulièrement critique à la campagne : peu de régions sont actuellement épargnées par les occupations de terres à l'initiative de groupes d'anciens contras, exclus au même titre que tous les paysans d'une concertation entre grands propriétaires. Selon le dirigeant de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), Daniel Nuñez, 25 exploitations agricoles de l'Etat et 20 coopératives ont été prises avec, dans la plupart des cas, l'aide des représentants locaux de l'UNO et du gouvernement.

Le FSLN et l'UNAG multiplient les contacts avec ces groupes d'anciens contras pour éviter que la violence ne devienne incontrôlable, dans des régions où les souvenirs de la guerre sont proches et les tensions vives. "Les démobilisés de la contra sont nos frères de classe, bien qu'ils aient été utilisés par les Etats-Unis, ce sont des paysans comme nous et cela nous fait mal de les voir quémander une aumône auprès des organismes internationaux", déclare D. Nuñez.

Cette semaine, la région de Waslala, dans le centre du pays, a été particulièrement touchée par ces occupations. 1 200 contras armés se sont lancés à l'assaut de plusieurs coopératives dont ils ont délogés les paysans en les menaçant de mort. Ils contrôlent certaines voies de communication, arrêtent les véhicules et terrorisent la population paysanne. Dans la région de Quilalí, dans le nord du pays, le même scénario se prépare avec des groupes importants de démobilisés qui menacent de prendre d'assaut des exploitations. Sans une réponse rapide du gouvernement, le conflit deviendra incontrôlable dans les semaines qui viennent. Selon l'UNAG, 40 000 familles sont actuellement sans terres.

Si le pouvoir ne propose aucune solution aux paysans, il



en a par contre une toute prête pour les travailleurs du secteur public : les licenciements, la privatisation ou la fermeture pour certaines entreprises nationales.

Les travailleurs de l'Entreprise nationale des bus (ENABUS) occupent une partie de ses installations et réclament qu'elle leur soit remise et transformée en coopérative ouvrière. Le gouvernement a répondu cette semaine par l'envoi de la police pour les déloger et la mise en circulation de camions conduits par des briseurs de grève.

Des milliers d'ouvriers de la construction sont descendus dans la rue cette semaine après l'échec des négociations avec le ministre du travail, Francisco Rosales, qui a autorisé des fermetures "temporaires" d'entreprises, bafouant les engagements passés après la grève de juillet. 9 000 travailleurs sont menacés de licenciement si le gouvernement ne relance pas les chantiers de travaux publics.

Dans la Santé, la situation est plus que critique et elle va s'aggraver avec le licenciement prévu de 4 000 travailleurs, à commencer par les moins qualifiés dont 70 % devraient être mis au chômage selon les plans gouvernementaux.

Le dirigeant du Front national des travailleurs, Lucio Jiménez, a averti que les incidents violents survenus pendant la manifestation du 20 septembre, pourraient être le prélude à une agitation sans précédent au Nicaragua. "Ce gouvernement est irresponsable, a déclaré le dirigeant syndical. Il passe un accord avec le FMI comme s'il se trouvait dans n'importe quel pays d'Amérique latine, mais au Nicaragua les travailleurs sont fortement organisés et habitués à se battre".

#### LE FNT APPELLE A LA DESOBEISSANCE CIVILE

Managua, 24 septembre (ANN). Le premier congrès du Front national des travailleurs (FNT) qui s'est tenu le 23 septembre a adopté une série de résolutions importantes dont la première est un appel à la désobéissance civile.

Ce mouvement sera organisé par le Front de lutte populaire (FLP) qui va se constituer par le rassemblement du FNT, du Mouvement communal et de toutes les secteurs sociaux affectés par les mesures gouvernementales. Le 1er octobre sera marqué par une "Journée nationale de protestation contre la faim et le chômage" qui inaugurerait des actions de désobéissance civile. Il s'agit d'occuper les entreprises menacées de privatisation, de ne pas payer les factures d'eau, d'électricité et les impôts locaux. Le FLP lancera une campagne d'explication auprès de la population; parallèlement, les travailleurs de la santé vont former des brigades qui soigneront gratuitement et donneront des médicaments à la population, tandis que

d'autres brigades de travailleurs rétabliront l'eau et l'électricité dans les maisons où elles seront coupées pour absence de paiement.

Le FNT a décidé d'autres actions de lutte échelonnée qui commenceront cette semaine par une manifestation des enseignants pour exiger le vote de la loi sur l'enseignement dont l'avant-projet a été présenté par les députés du FSLN. Il a également créé des commissions de défense des entreprises nationales qui vont entreprendre des actions légales d'embargo sur les biens des entreprises et refuser d'obéir aux décisions que prennent les corporations d'état.

#### LA FACE CACHEE DE LA LUNE

Une entrevue de Tomás Borge, par Sergio Ferrari

Managua, 20 septembre (ANN). A l'occasion du voyage en Europe du Commandant Tomás Borge, un des fondateurs du FSLN et ancien ministre de l'Intérieur, nous vous proposons des extraits d'une entrevue récente dans laquelle il s'exprime à bâtons rompus sur l'Eglise, la défaite électorale, les luttes et les espoirs du Tiers Monde.

*Sergio Ferrari: Que pensez-vous de la crise que traverse actuellement le socialisme?*

Tomás Borge: Ce qui se passe dans le monde n'est pas une négation mais peut-être au contraire une confirmation du marxisme. Ce n'est rien d'autre que la recherche du paradis perdu, un processus de rectification des erreurs commises dans ces sociétés qui ne sont même pas arrivées à ce qu'on appelle le socialisme réel, là où le socialisme réel est devenu l'expression d'un mensonge. Ces peuples qui ont été soumis au dogmatisme vont se lancer à nouveau à la recherche du paradis, mais à l'aide de nouvelles méthodes, et peut-être en appliquant les véritables principes marxistes.

*SF: Et l'Amérique latine?*

TB: Aujourd'hui, c'est la face cachée de la lune, l'inverse des pays de l'Est. Je pense que l'élan révolutionnaire que nous connaissons ici, en Afrique, en Asie, va changer le destin de l'humanité au cours de la prochaine décennie.

*SF: Vous avez été un des dirigeants sandinistes les plus préoccupés par la question religieuse. Le slogan "entre christianisme et révolution, il n'y a pas de contradiction" garde-t-il toute sa vigueur?*

TB: Nous nous sommes faits des illusions en étendant cette conception à la hiérarchie ecclésiastique. La vérité est que la lutte des classes traverse aussi le monde religieux.



*SF: Un des moments de tension forte entre l'Eglise et la Révolution sandiniste a été la venue du Pape, en 1983...*

**TB:** Le Pape représente les secteurs les plus réactionnaires du monde. Lorsqu'il est venu au Nicaragua, il a cru que son charisme allait suffire à retourner le peuple contre la révolution. Il s'est étonné lorsque les nicaraguayens se sont mis à s'exprimer, à lui demander de prier pour leurs morts; il est devenu furieux quand les gens ont clamé qu'ils voulaient la paix. A ce moment-là, j'ai eu envie de prendre le micro et de dire aux nicaraguayens : "Disons un Notre-Père"; mais je n'ai pas osé le faire et je le regrette aujourd'hui.

*SF: Si c'était à refaire, auriez-vous la même ligne?*

**TB:** Si le Pape revenait...je dirais un Notre-Père.

*SF: Il y a eu également de vives frictions avec la hiérarchie locale.*

**TB:** En ce qui concerne Monseigneur Vega (*voir note*), je crois qu'il était correct, d'un point de vue moral, de l'expulser. D'un point de vue politique, ce fut une erreur. Nous devons l'affronter en tant que réactionnaire, mais le respecter en tant que nicaraguayen et évêque. Quant au cardinal Obando, il doit beaucoup à la Révolution sans laquelle il serait encore simple évêque de Managua. Le Pape l'a nommé cardinal à cause de la Révolution. Sinon, il serait un obscur pasteur de brebis, et non de lions.

*SF: La défaite électorale a-t-elle été envisagée par la Direction du FSLN?*

**TB:** Elle était prévisible. Après tant d'années de saccage, rien n'était facile. Daniel nous disait que pendant la campagne électorale, souvent les mères s'approchaient de lui et demandaient le retour de leurs fils du front de guerre. Et c'était des sandinistes. Les sondages ont été interprétés à la lumière de nos désirs plutôt que d'une analyse objective. Ils reflétaient la possibilité d'un échec mais nous n'avons pas su le voir et prendre les mesures qui auraient rendu la transition moins dure.

*SF: Cet erreur s'explique-t-elle par une distance entre la direction et la base?*

**TB:** Je ne crois pas qu'il y ait eu distance, mais une proximité marquée par le triomphalisme, une tendance à tout voir en rose.

*SF: On dit que les sandinistes veulent miner le gouvernement de Violeta Chamorro. Qu'en pensez-vous?*

**TB:** Je crois qu'il se minera tout seul, à cause des mesures qu'il prend du fait des intérêts qu'il représente. Selon moi, un vide de pouvoir actuellement ne serait pas bon. Mais il peut surgir des crises difficiles à contenir et, dans ce cas, il faudrait combler le vide par des moyens légaux.

On peut faire l'hypothèse d'élections anticipées s'il survient une crise profonde.

Note : évêque de la région du Chontales, expulsé du pays en 1986 après ses appels à la violence contre-révolutionnaire.

---

### ON VEUT NOUS LAVER LE CERVEAU A L'EAU BENITE

**Tomas Borge a commenté dans le Nuevo Diario les événements survenus au cours des fêtes de l'Indépendance du 14 septembre (voir: En bref).**

"Ces Excellences ont oublié que déclarer la guerre à la jeunesse est la meilleure manière de se faire hara-kiri. Dans aucune partie du monde occidental, on n'interdit les mini-jupes, le Dernier tango à Paris, l'éducation sexuelle et les Mille et une nuits.

La haine n'est pas encore prohibée et personne non plus n'a honte de faire l'amour. Mais dans le Nicaragua d'aujourd'hui, on voudrait nous interdire cela et bien d'autres choses encore, le drapeau rouge et noir, la flamme éternelle de Carlos Fonseca, les écrits sandinistes, le droit d'enseigner pour les enseignants, la société des poètes morts et les armes pour défendre la patrie menacée.

On prétend nous ensevelir dans un tunnel où nous apprendrions à prier en anglais en parcourant notre chemin de croix, pour oublier qu'un jour nous avons appris, en plein soleil, à croire en Jésus-Christ, à parler espagnol et à rejeter le sado-masochisme. On veut nous laver le cerveau à l'eau bénite contaminée et, au passage, nous faire payer cher notre vie, barrer nos chemins, décréter l'amnésie pour que Sandino et tant d'autres exemples ne soient plus que de vieilles références hors d'usage".

---

### FIN DU CONGRES DE LA JEUNESSE SANDINISTE

**Managua, 24 septembre (ANN).** Au cours du 5ème congrès national de la jeunesse sandiniste (JS) tenu le 23 septembre, l'ancien coordinateur Henry Petrie a été réélu avec 80 % des voix par les 700 délégués représentants les 23 000 membres de l'organisation.

Les deux autres membres de la direction, Rafael Hernández et Carlos Fonseca Terán ont obtenu respectivement 60 % et 50 %. Certains candidats s'étaient retirés avant le vote en dénonçant certaines failles du Comité électoral. La déléguée Elithia Omier a mis en doute la



réelle représentativité des candidats qui se sont maintenus en liste. Luis Alemán, membre fondateur de la JS, a reproché aux candidats leur absence de programme. Il s'est plaint qu'il n'y ait pas eu un véritable débat au sein de la jeunesse dont les préoccupations quotidiennes n'ont pas été prises en compte pour une réorientation du programme de la JS. Selon lui, les assemblées de base rassemblaient seulement des "minets soigneusement choisis" et qui n'avaient jamais été des militants. Cette position reflète un courant à l'intérieur de la JS qui demandait le report de l'élection pour permettre un débat sur le programme.

Les accords du congrès sont pour l'essentiel copie conforme des positions du FSLN et n'apportent rien de nouveau sur les relations avec le "parti-père" et le travail idéologique. Aucune femme n'était candidate et les préoccupations spécifiques des jeunes nicaraguayennes ont été ignorées. Pour clore les élections, un groupe de jolies filles est monté sur la scène en se tortillant et la Reine du Congrès a été élue.

#### LE SANDINISME DOIT ETRE RENOVE

**Managua, septembre (ANN/Brecha). Le général Humberto Ortega, qui a dû renoncer à sa place au sein de la Direction nationale du FSLN pour rester à la tête des Forces armées, a accordé à la revue uruguayenne Brecha une entrevue qui a provoqué de nombreux commentaires au Nicaragua. Nous vous en livrons une version presque intégrale.**

*Brecha: Pourquoi avez-vous renoncé à votre place au sein de la Direction nationale du FSLN?*

Humberto Ortega: Je me suis retiré parce que ma meilleure contribution en tant que révolutionnaire était de rester à la tête d'une armée qui devait être apolitique. Même si Daniel Ortega avait été élu, j'aurais impulsé un processus de séparation de l'armée et du parti. Le résultat des élections a accéléré les choses (...) Pour moi, il est plus important de sauver le Nicaragua que de sauver le Front sandiniste et il est plus important en ce moment que je sois à la tête de l'armée. D'autres se sont également retirés de l'Assemblée sandiniste; aucun n'a renoncé aux principes révolutionnaires, car ils ont compris que l'on est plus utile à la Révolution en défendant la Constitution, qui permet la vie démocratique, qu'en étant militant du FSLN, quand celui-ci en a des milliers et qu'il y a largement assez de gens à la direction pour assumer la nouvelle situation.

*B: Quelle restructuration se proposent les dirigeants sandinistes?*

HO: Le concept de Direction nationale, qui a été nécessaire dans le passé (...), doit être revu car la Direction na-

tionale ne contrôle plus ni l'Etat ni le gouvernement (...) Dans les circonstances actuelles (...), maintenir des concepts d'un autre âge revient à se couper de la majorité de la population. On peut représenter le secteur le plus radical, le plus orthodoxe des masses, mais ce n'est pas une réponse adaptée. Je crois que le FSLN doit rester uni et cohérent, car c'est un parti fort, mais si nous devons céder un peu de nos positions en tant que parti, il faut le faire en fonction d'un intérêt majeur, qui est de sauver la nation.

*B: Y-a-t-il encore un secteur "verticaliste" qui refuse le changement?*

HO: C'est un problème, une lutte, entre les courants plus radicaux, plus traditionnalistes, plus dogmatiques du sandinisme et ceux qui pensent comme moi qu'il faut périodiquement rénover notre programme, notre forme d'organisation. Et même, s'il est nécessaire de changer le nom du parti, il faut le faire. L'important est de garder un contenu révolutionnaire, de suivre un chemin viable, de chercher comment concrétiser nos idées; sinon, nous allons devenir une secte (...)

*B: D'où vient votre pragmatisme? De la réalité nicaraguayenne ou des changements à l'Est?*

HO: De la réalité nicaraguayenne. Avant Gorbatchev, nous appliquions ici la perestroïka. Parmi nous, certains sont plus avancés et c'est pour cela que nous avons pu prendre le pouvoir.

Le Front était divisé en trois tendances et il ne s'agissait pas de simples divergences dans la conception tactique. Il y a eu des différences de conception stratégique avec la Guerre populaire prolongée (GPP, dont le leader était Tomás Borge, NDT) et avec la tendance prolétarienne. Si l'une de ces deux tendances avait eu le dessus dans la discussion, nous n'aurions jamais pris le pouvoir. C'est la plus juste qui a prédominé, celle que nous (les frères Ortega) dirigeons, les *terceristas*. Il se passe la même chose actuellement.

*B: Considérez-vous que la restructuration exige que des dirigeants historiques soient sacrifiés?*

HO: Nous avons discuté souvent à la Direction nationale du fait que nous ne pouvions pas suivre l'exemple erroné des pays de l'Est qui ont maintenu de vieux dirigeants à la tête de l'Etat et du parti. J'ai soutenu la position qu'arrivés à un certain âge, les dirigeants historiques doivent se retirer de la Direction nationale. Après 60 ans, il est absurde de rester à la tête d'un processus ou d'une direction politique.

*B: Les huit commandants de la Révolution sont-ils disposés à ce que le Congrès décide de leur destin?*

HO: Ce Congrès devrait faire un choix démocratique.



S'il ne reste personne de la Direction nationale, il y en aura d'autres. Ce sera la preuve que tous les membres du Front se soumettent aux décisions de la majorité.

Il y a un courant qui demande la reconduction des membres de la Direction actuelle, un autre qui demande le contraire. La période requiert un parti mieux organisé, plus cohérent, plus dynamique, moins dogmatique, moins schématique, moins bureaucratique. A la base, la majorité est favorable à une position de centre, qui est la position révolutionnaire en cette étape.

*B: Ces changements impliquent-ils que, de mouvement guerrillero, le FSLN devienne social-démocrate?*

HO: Il peut être n'importe quoi, tant qu'il ne renonce pas aux principes révolutionnaires. Le fait de réformer des positions que la gauche a adoptées dans le passé ne signifie pas être contre-révolutionnaire; cela signifie seulement actualiser des idées devenues obsolètes et insoutenables. Certains préfèrent se draper d'idéalisme par peur d'être jugés moins révolutionnaires.

*B: A quoi attribuez-vous la défaite électorale?*

HO: Le peuple a voté pour la paix et la relance économique, que le sandinisme ne pouvait pas lui offrir immédiatement. Il n'a pas voté obligatoirement contre les sandinistes.

Si Daniel Ortega avait été réélu, la guerre aurait continué quatre ou cinq ans, car la contra ne se serait pas démobilisée, même si les Etats-Unis l'avaient voulu. Il était difficile d'en venir à bout. Elle avait perdu militairement, mais c'était difficile qu'elle cède politiquement.

Par ailleurs, la relance économique aurait été plus complexe; le principal soutien des sandinistes, les pays de l'Est, sont en ruines et personne en Europe occidentale, sauf les pays nordiques, n'allait donner davantage. De plus, les Etats-Unis n'auraient jamais donné les 300 000 dollars qu'ils ont offert à Violeta Chamorro. Objectivement, c'était cette situation qui nous attendait. Il faut arrêter de se lamenter, nous avons perdu, c'est du passé (...).

Il faut reconnaître aussi qu'il y a eu un vote-sanction contre l'autoritarisme, l'arrogance et le bureaucratisme dont nous avons fait preuve quand nous étions les maîtres de tout.

*B: Quelle sera l'attitude de l'armée si le conflit économique-social s'aiguise?*

HO: Nous serons une armée constitutionnelle. Nous ne ferons jamais de coup d'état, mais nous n'allons pas davantage tirer contre le peuple; nous ne serons jamais des assassins, ni ne favoriserons la corruption. Nous ne serons jamais le bras d'un secteur qui exploite le pays,

d'aucune force politique, ni de droite ni de gauche. (...) Les gouvernements futurs auront une institution qui garantira que le pays ne tombe pas dans le fascisme ou dans le totalitarisme de gauche, les pires extrêmes selon moi.

*B: Qu'est-ce qui à votre avis menace le plus gravement le gouvernement Chamorro?*

HO: Le fait de vouloir faire des ajustements économiques trop forts, sans communication avec les travailleurs, les syndicats, ce qui provoque l'insécurité et les grèves. D'autres part, le secteur de droite dirigé par Virgilio Godoy et le Conseil supérieur de l'entreprise privée essaient d'élargir leur influence et de prendre des mesures déstabilisatrices.

V. Godoy essaie également de rassembler des contras démobilisés, des amnistiés et des délinquants pour organiser des groupes de choc, mais la contra n'a pas donné son aval à ce projet.

Nous devons essayer d'éviter la confrontation entre les secteurs radicaux de la droite et du sandinisme. Notre peuple a déjà trop souffert.(...) Nous connaissons un retard horrible, nous sommes à la traîne de l'Amérique latine. Il vaut mieux hériter d'un pays qui recommence à fonctionner petit à petit, dans le sens de la justice, du sentiment humanitaire, de la liberté, que d'appliquer un soi-disant modèle socialiste utopique, qui n'a existé dans aucun pays, parce que dans ce cas le pays ne sera ni aux uns ni aux autres. Il ne sera à personne.

## L'UNIVERSITE, UN ENJEU

Par Franz Galich

Managua, 17 septembre (ANN). S'il est vrai que pendant dix ans la question de l'Université a été reléguée au second plan, ce n'est certes pas parce que le gouvernement sandiniste ignorait ou voulait minimiser son rôle. Mais des besoins plus urgents l'ont conduit à remettre à plus tard le développement inscrit dans ses projets. Pourtant, l'Université a avancé et l'un des acquis les plus importants est sans doute l'augmentation massive du nombre d'étudiants de l'enseignement supérieur. Certaines conséquences ont été négatives; le manque de moyen n'a pas permis un saut qualitatif. Incontestablement, le niveau a baissé comme dans tous les pays où l'on ouvre brusquement le système d'éducation à toutes les couches de la société. Cela a donné à la droite des arguments pour avancer ses positions de classe traditionnelles, à savoir que l'Université doit être réservée aux enfants de la bourgeoisie.

En réalité, l'idéologie révolutionnaire a gagné du terrain à l'Université pendant les dix dernières années et c'est ce



qui inquiète le nouveau pouvoir. De plus, un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'administration sandiniste sont revenus à l'enseignement, tel Alejandro Serrano, ancien ambassadeur à Paris et ancien représentant du Nicaragua à l'ONU, qui a été élu recteur de l'Université autonome (UNAN).

La droite de son côté voit ses cadres absorbés par le gouvernement ou par les affaires, souvent les deux. Elle sait par ailleurs que le temps joue contre elle. Elle est peu implantée chez les jeunes et ceux qu'elle compte dans ses rangs ne pensent pas forcément de la même manière que les penseurs rétrogrades qui ont actuellement le pouvoir. Voyant là en germe sa future défaite, elle a lancé des attaques frontales contre le système éducatif en général et contre l'Université en particulier.

La plus grave a été dirigée en mai dernier contre l'autonomie de l'Université que le gouvernement a tenté de supprimer. L'Université centraméricaine (UCA, jésuite) a fait l'objet de la seconde offensive, à travers la personne de son recteur, le Père César Jerez. Cette fois, c'est la hiérarchie catholique qui, derrière les autorités gouvernementales, s'en est prise aux programmes, alléguant qu'ils "ne devaient pas être porteurs d'idées venues de l'extérieur".

Ces plans ont échoué car le nouveau pouvoir n'avait pas tenu compte de l'évolution de la jeunesse et de son esprit critique pendant ces dix ans au cours desquels l'Université, comme la société, a été prise dans le vent du changement.

La troisième tentative est récente: il y a quinze jours, une coupe de 20 % dans le budget des universités a été annoncée. Cette décision, prise dans le cadre des mesures imposées par Washington et le FMI pour que le Nicaragua puisse prétendre à une nouvelle aide, affectait les salaires et les bourses et pouvait aboutir à la fermeture de certains programmes, voire de certaines facultés. La délégation chargée de négocier avec le gouvernement a fondé son argumentation sur le danger d'une confrontation avec l'Université, mais aussi sur l'irresponsabilité que représente une réduction de son budget dans un pays qui a besoin de gens formés pour sortir du sous-développement. Le gouvernement a finalement reculé, acceptant de limiter la diminution à 2,4 %. Mais c'est peut-être pour mieux sauter: on commence à parler de la création d'universités privées.

Aujourd'hui, l'Université est à la limite de la survie. Cependant, le retour de ceux qui pendant dix ans ont mobilisé leur intelligence pour gérer un pays en guerre et ont été confrontés aux problèmes sur le terrain, pourrait lui apporter un certain dynamisme. Le débat récemment organisé par la UNAN sur le thème "Le Nicaragua possible" et qui a réuni les principales forces politiques témoigne du rôle actif qu'elle veut jouer en cette étape compliquée de la vie nationale.

## COMMENT LES NICARAGUAYENS VOIENT LEUR GOUVERNEMENT

Managua, 12 septembre (ANN). L'Institut d'études nicaraguayennes a réalisé fin juillet un sondage d'opinion sur l'image du nouveau gouvernement. Les résultats ne peuvent sans doute être pris pour argent comptant dans la mesure où, tout d'abord, l'enquête n'a pu être faite sur la Côte Atlantique et dans le département de Rio San Juan, ensuite parce qu'elle a eu lieu quelques semaines à peine après la grève, et enfin parce que la situation générale s'est dégradée depuis juillet. Cependant, ce sondage donne des indications intéressantes.

Les aspects les plus positifs du gouvernement Chamorro sont la suppression du service militaire (39 %) et la fin de la guerre (22,6 %). Les plus négatifs sont la crise économique (50,4 %), le maintien d'Humberto Ortega à la tête des Forces armées (7,5 %). 14,7 % ne voient aucun aspect positif.

59,2 % des nicaraguayens pensent qu'il y a un risque de guerre civile et 49,2 % un risque d'intervention des Etats-Unis.

Pour ce qui est de la situation économique et sociale, les résultats sont les suivants:

	Dégradation	Pas de changement	Amélioration
Inflation	81,7 %	11,9 %	3,8 %
Chômage	68,3 %	11,1 %	10,4 %
Santé	57,7 %	25,1 %	13,4 %
Education	24,7 %	42,3 %	21,5 %
Logement	22,6 %	41,5 %	27,4 %
Accès à la terre	42,8 %	21,9 %	19,4 %

Le changement économique n'est vu comme positif que par 4,3 % des nicaraguayens.

En ce qui concerne l'avenir, 52,3 % pensent que la situation économique va s'améliorer et 24,2 % qu'elle va empirer; 39,2 % que l'inflation sera pire et 38,7 % qu'elle va ralentir; 40,8 % que le taux de chômage va augmenter et 37,4 % qu'il va diminuer.

Les réponses aux questions sur les politiques structurelles révèlent une polarisation importante:

	D'accord	Pas d'accord
Restitution des terres	46,6 %	43,6 %
Privatisation	41,7 %	46 %
Attitude du gouvernement par rapport aux lois	43,2 %	36,6 %
Politique par rapport aux travailleurs	44 %	44,7 %

La grève de juillet est majoritairement perçue comme un



mouvement juste et une victoire des travailleurs; l'attitude du gouvernement à cette occasion est jugée flexible, celle de la police et de l'armée bonne ou normale. Pour ce qui est du conflit entre la présidente et ses conseillers d'un côté et le vice-président Virgilio Godoy et ses partisans de l'autre, ce dernier groupe ne reçoit qu'un soutien réduit (6 %).

### LES CHOSES DU PASSE

**Managua, 15 sept (ANN).** Le Nicaragua commémore en septembre deux dates importantes pour son indépendance: c'est en effet le 14 septembre 1865 que les hordes de l'aventurier étatsunien William Walker ont été vaincues et le 15 septembre 1821 que le pays s'est séparé de la couronne d'Espagne. Après cinq mois de gouvernement Chamorro, la souveraineté nationale, si chèrement acquise par la Révolution, est à nouveau compromise. En effet, les Etats Unis, profitant de la catastrophe économique et de l'irresponsabilité traditionnelle de la bourgeoisie, exercent des pressions pour contraindre le Nicaragua à se soumettre à leur volonté, comme avant 1979, dans sa politique intérieure tout comme dans ses relations internationales.

### UNE AIDE INTERESSEE

Les Etats-Unis ont accordé une aide de 300 millions de dollars qui, en plus d'être insuffisante, est soumise à la condition d'une privatisation accélérée des entreprises d'état. Cette somme est canalisée par l'Agence pour le développement international (AID) qui pour l'instant n'a donné que 60 millions dont 42 sont bloqués pour garantir la parité du cordoba-or avec le dollar et 18 sont arrivés sous forme d'aide alimentaire. En ce qui concerne les 240 millions restants, le gouvernement nicaraguayen ne pourra en décider l'emploi. Vingt experts de l'AID sont attendus à Managua pour analyser les possibilités d'investissement, qui iront sans nul doute dans le sens des intérêts de Washington. Même si le gouvernement Chamorro a obtenu le droit de ne pas tout privatiser, ce sont cependant les Etats-Unis qui vont décider de la restructuration de l'économie nicaraguayenne.

### PORTE-A-FAUX

L'autre domaine où s'exercent les pressions est la politique extérieure, en particulier dans le cas de Cuba. Les Etats-Unis avaient espéré que le Nicaragua les rejoindrait dans leur stratégie d'isolement du régime cubain. Mais le gouvernement Chamorro ne peut se permettre en ce moment une rupture avec La Havane. En effet, au cours des dix ans de révolution, Cuba est devenu un partenaire important dans différents secteurs économiques et dans le domaine de la Santé; de plus, son aide est inconditionnelle. Cuba de son côté a grand intérêt à contrecarrer les manoeuvres de Washington et fait

preuve d'une grande souplesse. Bien que Managua n'ait pas encore nommé d'ambassadeur à Cuba, l'ambassadeur cubain au Nicaragua a qualifié de "bonnes" les relations entre les deux pays. L'envoi immédiat par La Havane d'un secours aux victimes des inondations de juillet dans la région de l'Atlantique nord a porté un coup au prestige des Etats-Unis: le ministre de la Santé Ernesto Salmerón avait en effet demandé leur aide au gouvernement étatsunien et à l'AID, mais sans résultat.

Le ministre des Relations extérieures, Enrique Dreyfus, a déclaré que le gouvernement ne permettrait jamais qu'un autre pays exerce des pressions sur le Nicaragua et a expliqué l'absence d'ambassadeur à La Havane par le manque de personnel. Cependant, la poursuite des relations avec Cuba est difficile à accepter pour les Etats-Unis. C'est pourquoi on a vu se manifester à Managua le Parti démocratique cubain. Cette organisation politico-militaire anti-castriste, dont le siège opérationnel est au Venezuela, a organisé en coordination avec le groupe partisan de Virgilio Godoy au sein de l'UNO une conférence de presse destinée à perturber les relations entre les deux pays. Ses dirigeants y ont annoncé la préparation d'un coup d'état militaire contre Castro et ont présenté une déclaration de soutien signée entre autres par le vice-président Godoy, la présidente de l'Assemblée nationale Miriam Argüello et 17 députés de l'UNO. Le gouvernement a dû se démarquer en affirmant qu'il n'avait pas d'information sur les activités du Parti démocratique. Par ailleurs, le maintien des liens entre Managua et La Havane a sans doute joué un rôle dans le refus de l'aide d'urgence demandée pour la Côte Atlantique.

Mais si le cas de Cuba met en porte-à-faux le nouveau gouvernement, celui-ci a donné dans une autre affaire la preuve de son allégeance à Washington. Le 18 juillet, un diplomate de carrière, William Tapia, a été arrêté à Tokyo. Les Etats-Unis l'accusent d'avoir introduit sur leur territoire de l'heroïne provenant de Thaïlande en 1987. Le ministère nicaraguayen des Relations extérieures avait levé son immunité diplomatique trois jours avant son arrestation, répondant aux exigences de Washington qui souhaite extraditer le diplomate pour le juger aux Etats-Unis. E. Dreyfus, sommé d'expliquer devant l'Assemblée nationale cette décision qui viole la convention de Vienne, s'est emmêlé dans des contradictions et a déclaré qu'il n'avait appris la détention de W. Tapia que trois jours après qu'elle ait eu lieu. Ni le Japon ni les Etats-Unis n'ont rien pu prouver contre le diplomate, mais qu'il soit coupable ou non, l'attitude du gouvernement nicaraguayen révèle une soumission qu'on avait oubliée depuis dix ans.

### UN AMI TOURNE VERS L'AVENIR

L'affaire du jugement de la Haye en est un autre exemple. On se souvient qu'en 1986 la Cour internationale de justice avait condamné les Etats-Unis à mettre fin à leur agression et à rembourser au Nicaragua les



dommages de guerre. Ceux-ci avaient été évalués à 17 milliards de dollars par le gouvernement sandiniste, qui avait fait approuver par l'Assemblée une loi constitutionnelle qui interdit de renoncer à l'indemnisation.

Cependant, le ministre de la présidence, Antonio Lacayo, a déclaré après sa visite la semaine dernière à Washington, où il a rencontré entre autres le FMI, que le Nicaragua entretenait désormais avec les Etats-Unis des relations d'un "nouveau type", raison pour laquelle ces derniers "n'arrivent pas à comprendre pourquoi le Nicaragua ne renonce pas à sa plainte". Il est clair que les Etats-Unis exercent un chantage à l'aide économique. C'est pourquoi le gouvernement, par la bouche d'A. Lacayo, demande maintenant de "ne pas gâcher les relations avec un ami qui est tourné vers l'avenir par des choses du passé".

En réalité, les Etats-Unis sont plutôt un ami qui gâche l'avenir du Nicaragua avec des comportements du passé.

#### PANAMA: LA VERITE

Par Stella Calloni

**Managua, septembre (ANN/Barricada internacional). Huit mois après l'invasion militaire de Panama par les Etats-Unis, l'exhumation de centaines de cadavres de civils, pieds et poings liés et abattus d'une balle dans la tête, témoigne. L'organisation humanitaire étatsunienne Americas Watch accuse son gouvernement d'avoir violé la Convention de Genève. Le président Bush répond : "J'ai agi légalement".**

Il a fallu l'acharnement des familles des victimes, soutenues par certaines organisations internationales de défense des droits de l'homme et par un groupe d'avocats étatsuniens, pour que le mur du silence soit rompu. "Le peuple des Etats-Unis ne se rend pas compte de ce qui s'est passé au Panama, du nombre d'innocents qui ont été tués ou blessés", s'indigne l'avocat John Kiyonaga qui a vainement tenté de faire voter par le Congrès une indemnisation à leurs familles.

L'invasion de Panama pourrait se transformer en scandale pour l'administration Bush. L'ouverture des fosses communes, obtenue à force de pressions, provoque un certain retournement de l'opinion. La hiérarchie catholique panaméenne, qui a joué un important rôle d'appui aux forces alliées à Washington et qui a applaudi l'intervention, change aujourd'hui de discours. L'archevêque Mc Grath a assisté à l'exhumation des cadavres, certains exécutés sommairement après avoir été capturés, d'autres désintégrés par des armes nouvelles expérimentées à cette occasion.

Au cours d'une rencontre avec des journalistes sur le thème

du travail de la presse en cas d'intervention, le Secrétaire d'Etat à la Défense, Richard Cheney, a déclaré cyniquement que ce type d'invasion pourrait se répéter dans d'autres pays. Il a reconnu que les Etats-Unis avaient empêché la presse de couvrir les premiers moments de l'intervention et de rendre compte des agissements de l'armée afin d'éviter un nouveau "syndrome du Vietnam". A Washington, le sous-Secrétaire d'Etat chargé des affaires de stupéfiants, Melvin Levitsky, a admis que le trafic de drogue "n'était pas le véritable motif de l'invasion de Panama". "Panama est un cas spécial, a-t-il dit, il faut prendre en compte notre relation spécifique avec ce pays, le canal, notre présence militaire". Selon lui, le problème était "le régime dictatorial et la crainte pour la vie des ressortissants étatsuniens". Se livrant à une interprétation originale de la souveraineté nationale, il a ajouté: "De quelle souveraineté nationale parle-t-on? Quelle souveraineté pour le gouvernement péruvien sur les plateaux de Huallaga, pour le gouvernement colombien sur les régions de Medellín ou de Cali, pour le gouvernement bolivien sur le Chapare? Ces territoires sont contrôlés par les trafiquants de drogue. Ce sont eux qui violent la souveraineté, pas nous!" Au nom de cette logique, lorsque les Etats-Unis interviennent dans une région de trafic, ils ne violent pas la souveraineté du pays. Aucun territoire n'est donc à l'abri d'une opération du type "Cause juste", comme était baptisée l'intervention militaire contre le peuple panaméen.

En 1964, les services secrets étatsuniens se présentaient dans les hôpitaux panaméens pour récupérer les balles qui avaient été utilisées dans le massacre de 23 personnes. Les diplomates de l'époque pouvaient ainsi affirmer devant l'OEA que leurs troupes avaient utilisé du "plomb à canards". L'OEA concluait alors : "L'agresseur était Panama". Aujourd'hui, les autorités étatsuniennes font disparaître les listes de morts et de blessés mais il sera difficile, malgré toutes les complicités, de cacher au monde les terribles preuves qu'offrent les cadavres déterrés, de faire taire les témoignages, de justifier la destruction de quartiers entiers et l'existence de 20 000 réfugiés.

#### EL SALVADOR: L'EGLISE ET LA NEGOCIATION

**Managua, 5 septembre (ANN / Institut d'Etudes centraméricaines).** Il y a peu, la communauté religieuse salvadorienne a de nouveau été victime de la violence. Le 20 août, deux jésuites, John Cortina et Nicolas Averenga, sont tombés dans une embuscade tendue par le Bataillon de lutte anti-insurrectionnelle Beloso dans le département de Chalatenango. Les deux religieux venaient de visiter un campement de réfugiés. Le Bataillon Beloso était sous les ordres du colonel Carlos Hernández, qui est l'un des principaux suspects dans le meurtre des six jésuites de l'Université centraméricaine en novembre dernier et a été récemment libéré sous caution. Ces cir-



**constances laissent supposer que la mort de J. Cortina et de N. Averenga n'est pas le fruit du hasard, comme l'a affirmé l'armée.**

Ce nouvel assassinat n'est qu'un maillon de plus dans la longue chaîne de la répression exercée contre un secteur important de l'Eglise, en particulier contre les jésuites qui ont critiqué la lenteur de l'enquête sur le meurtre de novembre et l'obstruction dont sont coupables les militaires.

Au cours des derniers mois, l'Eglise a adopté une attitude courageuse en demandant le châtement des assassins, qui sont selon elle des militaires de haut rang. Convaincue par les faits que la justice salvadorienne n'a pas les moyens de punir les militaires, l'Eglise a repris à son compte l'exigence d'une épuration de l'armée.

Récemment, Mgr Rivera y Damas, archevêque de San Salvador, a déclaré que, bien que le gouvernement ait signé avec le FMLN un accord sur le respect des Droits de l'homme, la situation reste préoccupante car l'enquête sur le meurtre des jésuites n'avance pas. L'Eglise n'est pas davantage satisfaite de la façon dont les Forces armées appliquent cet accord, signé lors des conversations de San José en présence de représentants de l'ONU et seul point concret sur lequel les deux parties se soient entendues.

La sous-commission des Droits de l'homme de l'ONU a elle-même exprimé sa préoccupation face à l'accroissement du nombre des atteintes aux droits de l'homme et aux normes humanitaires de la guerre. Pour la première fois dans son histoire, cette résolution a été adoptée à l'unanimité par les 24 experts internationaux qui composent la sous-commission.

L'Eglise s'inquiète maintenant des changements récemment effectués à la tête de l'armée et du ministère de la Défense. La nomination de René Ponce au ministère et de Gilberto Rubio à l'état-major, la rend sceptique quant à l'avenir de la négociation avec le FMLN, car tous deux appartiennent à la fameuse "Tandona", la promotion de 1966 qui a les positions les plus dures.

Dès le début du dialogue, l'Eglise a demandé à l'armée de faire preuve de réalisme et d'honnêteté, l'appelant à envisager avec sérieux la nécessité de punir ceux qui ont été mêlés à des atteintes aux droits de l'homme. La mort des six jésuites n'a fait que tendre davantage les relations entre le gouvernement et la communauté religieuse. L'Eglise s'est alors rapprochée du mouvement populaire et démocratique, dont elle partage le point de vue sur les Forces Armées.

C'est ainsi que s'est consommé le divorce entre les deux piliers de l'Etat salvadorien, l'armée et l'Eglise. Aujourd'hui, cette dernière est pessimiste quant à l'avenir de la négociation, qui dépend d'un accord sur les Forces

armées, au moment où les officiers responsables du génocide perpétré depuis dix ans sont arrivés aux postes de commande. Ses porte-parole insistent sur l'idée que tout le monde doit assouplir ses positions, y compris l'armée qui, parce qu'elle porte une plus grande responsabilité dans le conflit, doit faire de plus grandes concessions. Mais, comme le fait remarquer Mgr Gregorio Rosa Chávez, archevêque auxiliaire, l'armée fuit la réalité et la vérité en niant sa lourde responsabilité historique.

## ENQUETE SUR LA MORT DES JESUITES

**Managua, septembre (ANN).** Le président Cristiani a été entendu dans le cadre de l'enquête sur le meurtre des six jésuites de l'Université centraméricaine. Rien n'a filtré de ses déclarations. L'enquête piétine et, selon une commission du Congrès des Etats-Unis qui s'est rendue récemment au Salvador, l'armée "cherche à faire obstruction à la justice. Des officiers ont subtilisé, détruit ou falsifié des preuves et ont menti à la justice de façon répétée".

De plus, la Commission d'investigation a signalé que l'enquête doit se limiter à l'exécution du crime. Selon de nombreux observateurs, l'armée contrôle l'enquête pour réduire le nombre d'officiers qui vont être reconnus coupables. C'est le colonel Benavides qui va servir de bouc émissaire. Beaucoup ont l'impression qu'en plus d'officiers de haut rang, des hommes politiques, le président Cristiani et la CIA pourraient bien être impliqués. Des jésuites ont déclaré que la CIA a reconnu détenir 21 documents sur cette affaire, mais qu'elle refuse de les remettre à la justice en alléguant que cela pourrait mettre en jeu la sécurité des Etats-Unis. Selon des sources militaires et religieuses, l'assassinat des jésuites, qui portait le nom de "plan Djakarta", a été décidé pour essayer de freiner l'offensive militaire du FMLN.

## EN BREF

**LE GOUVERNEMENT N'ETAIT PAS A LA FETE** le 14 septembre, lors des fêtes de l'Indépendance. La tradition veut que les lycées défilent avec leurs groupes de majorettes et leurs fanfares. Cette année, la vice-ministre de l'Education Hortensia Rivas avait interdit les mini-jupes (donc les majorettes), les baskets et les blue-jeans (déjà traqués au temps de Somoza). Malheureusement, les collégiens n'ont respecté aucune de ces consignes et ils ont fait pire : en passant devant la tribune présidentielle, ils ont sorti de sous leurs chemises les drapeaux et les foulards du FSLN et de la Jeunesse Sandiniste sous les ovations d'une bonne partie de la foule, tandis que les majorettes dansaient la lambada. Les enseignants se sont glissés dans le cortège et ont brandi leurs banderoles re-



vendicatives. Alors que le corps diplomatique riait aux éclats, consternation, rage et sourires crispés étaient de mise dans les rangs du gouvernement. Les cameramen de la télévision ont préféré filmer les pieds des lycéens avant de recevoir l'ordre de couper la transmission. Les gros-bras de l'UNO ont alors agressé les jeunes à coups de pierre. La répression ne s'est pas fait attendre. Le lundi 17 au matin, les premières expulsions de lycéens et d'enseignants ont été annoncées et un mouvement de grève a commencé sur Managua.

**TENSION SOCIALE.** Les travailleurs de la santé sont descendus dans la rue le 12 septembre pour exiger du gouvernement qu'il tienne ses promesses en matière de revalorisation des salaires. Ils ont protesté en outre contre le démantèlement des structures régionales de la santé. 3 000 travailleurs de cinq entreprises nationalisées menacées d'être restituées à leurs anciens propriétaires ont manifesté dans la rue; les dirigeants syndicaux ont déclaré que ces entreprises seraient remises aux travailleurs si le gouvernement cherchait à les privatiser.

**LA DELINQUANCE** a augmenté de 80 % à Managua depuis avril selon les autorités judiciaires.

**UNIVERSITE.** La lutte paie : le budget universitaire pour les derniers mois de l'année ne sera amputé que de 2,4 % au lieu des 20 % prévus par le gouvernement, après une série de manifestations.

**CRISE DE L'ENERGIE.** La consommation d'essence a augmenté au cours des six premiers mois de l'année. Selon l'Institut nicaraguayen de l'énergie, cette hausse est due entre autres à la campagne électorale, la démobilisation de la contra et le retour des *Miami boys* -6 000 véhicules de plus dans le pays ces derniers mois. Une consommation complètement improductive, donc. Pour

comble de malheur, la tension dans le Golfe persique a fait monter les prix et le Venezuela, qui accordait au Nicaragua un tarif préférentiel à 17,62 dollars, lui vend maintenant le baril à 23,12 dollars. On commence à parler de rationnement.

**L'EXORCISTE.** Le vice-ministre de l'Education, Humberto Belli, a fait la leçon aux militants du nouveau syndicat jaune créé par l'UNO dans l'enseignement. "Votre rôle suprême est d'exorciser les livres, les salles de classe et les écoles de toutes les choses diaboliques enseignées pendant dix ans de révolution".

## ANN Interne

### Chères lectrices, chers lecteurs

Vous avez certainement regretté l'absence du dernier hebdomadaire. Dû à une panne dans le système de transmission, nous n'avons pas reçu les textes à temps. C'est pourquoi cette semaine nous vous envoyons un numéro double du bulletin.

Nous vous remercions de votre compréhension. Avec nos salutations solidaires

L'équipe ANN

**IMPRESSUM** Editeur du Bulletin Hebdomadaire: ANN  
 Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671,  
 CH-8023 Zurich. Rédacteur responsable: Felix Nussbaum.  
 Coordinateur: Martin Muheim.  
 Téléphone: (45) 01/382'04'66.  
 Téléx: (45) 817585'158 com ch.  
 Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA.

Au Nicaragua: ANN-Latino. Apartado 33, Zona 5, Managua.  
 Rédaction et traduction: Michèle Faure, Frédérique Perrin.

Prix annuel pour particuliers: FF 518/CHF 142; pour comités de solidarité: FF 900/CHF 265; pour institutions: FF 1'286/CHF 370. Surcharge pour service aéropostal CHF 21. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

